

La lutte populaire: ce fantôme qui hante l'Afrique du Nord

Agustín Acosta Gómez, 01.11.13.

Les grandes révoltes qui ont parcouru tout le nord de l'Afrique et du Moyen-Orient en 2011 et qui continuent encore à exister dans la région, ont été un des événements les plus importants de ce XXI^e siècle. Brisant le mythe des peuples soumis, arriérés, fanatisés par la religion, la voix de ces peuples a surgi fortement, montrant son pouvoir et celui de la classe ouvrière quand elle est unie. Les jeunes, les travailleurs, les femmes, les chômeurs, les pauvres en général, ont bouleversé toute la carte politique de la région, ont renversé des dictatures qu'on croyait toute puissantes et ont obligé tous les puissants de toute sorte d'étiquette à changer leurs pions.

Tous ces soulèvements ont été caractérisés par la rage qui était cachée, réduites au silence à cause de la répression, la pauvreté et le chômage en hausse et ils ont déclenché un processus de transformation qui continue à avancer.

Pour la première fois depuis longtemps, le début des changements dans la région vient de la base, de la rue et même des zones marginalisées et oubliées de l'intérieur du pays, comme en Tunisie. Tout a changé dans cette région du monde

Les facteurs communs des révoltes

Un autre facteur commun de ces rébellions est qu'elles ont une origine spontanée et lancée par les gens eux-mêmes. Le point de départ a été l'action autonome des peuples eux-mêmes, en marge des organisations politiques ou religieuses et de toute institution. Une action pleine de créativité qui s'est exprimée, par exemple, par la transformation symbolique d'espaces publics en espaces de rébellion comme la place de la Kasbah à Tunis ou la place Tahrir en Égypte. C'est un processus semblable à cet égard au 15M [15 mai 2011] en Espagne.

Un autre facteur clé de ces rébellions est la nature universelle de leurs revendications. On va dans la rue pour se battre contre la dictature, contre l'appauvrissement généralisé, les salaires de misère (1), l'exclusion multiple : économique, sociale et politique de la jeunesse (60 % de la population a moins de 25 ans), le chômage massif, la corruption, les coupures dans les dépenses sociales, l'augmentation du coût de la vie, les transports publics et le logement. Tout a commencé comme une révolte désespérée par le travail, contre la corruption et par la marginalisation de grands secteurs de la population et des régions les plus déprimées. Ce sont là des revendications universelles, applicables à toute région du monde et que nous partageons sur la rive nord de la Méditerranée. Il n'y a pas du tout de nationalisme arabe ou de poussée de l'islam ou de politique partisane. Ni les islamistes, ni les partis de gauche n'ont mené ou dirigé l'explosion des peuples dans la rue.

Enfin, dernier facteur important à noter, c'est le développement de processus d'auto-organisation. La capacité d'auto-organisation démontrée dans l'occupation des espaces publics a été impressionnante. Il y a eu de nombreuses expériences d'occupation et de gestion autonomes depuis les comités locaux et provinciaux assembléistes et organisée à la base de nombreuses institutions locales et provinciales en Tunisie et en Égypte (y compris en Syrie aux premiers moments de la rébellion). Des villages sans policiers, sans conseils municipaux, dirigés et gérés par la population très

auto-organisée elle-même. Des expériences d'autogestion encore récentes dans la mémoire de ces peuples.

Antécédents

Nous avons parlé du caractère spontané et autonome de ces rébellions. Mais cela ne veut absolument pas dire qu'elles surgissent du néant. Bien qu'ignorées en Occident, des luttes constantes secouent quotidiennement et depuis de nombreuses années la géographie de ces pays. Toutes ces luttes ont semé une culture de la protestation, des expériences d'organisation et de prise de conscience qui ont émergé début de 2011.

Nous pouvons citer au moins deux conflits sociaux, tous deux en 2008, qui ont clairement influencé l'évolution des événements: la paralysation du bassin minier de Gafsa en Tunisie et les grèves dans le centre industriel de Mahalla al-Koubra, dans le nord de l'Égypte

À Gafsa, la lutte économique pour des salaires dignes pour les travailleurs de l'entreprise publique de phosphate, s'est unie aux revendications sociales comme le chômage des jeunes, la marginalisation de la région, la corruption et le népotisme. La lutte a impliqué non seulement les travailleurs de phosphates mais aussi les jeunes chômeurs, les femmes, les fonctionnaires, les commerçants, en somme, l'ensemble de la population. Et, malgré l'opposition de la direction bureaucratique de l'UGTT, le syndicat au niveau de la zone s'est pleinement impliqué dans la lutte. La réponse du régime de Ben Ali a été comme d'habitude: la répression brutale de la police, l'emprisonnement de dirigeants considérés comme tels et des annonces des plans de l'emploi, investissement et des augmentations de salaire pour diviser la lutte et acheter les volontés.

En Égypte, le processus de privatisation, la chute du salaire réel, l'augmentation du chômage, des prix des denrées et de la pauvreté ont entraîné de fortes luttes ouvrières entre 2004 et 2007. En Avril 2008, la direction de l'entreprise Misr Spinning and Weaving Co, le géant textile du secteur public n'a pas appliqué l'accord adopté après les grèves précédentes. La grève a repris, l'usine a été occupée et la police est intervenue pour la réoccuper. La grève s'est étendue à toutes les entreprises du textile, avec une demande de hausse des salaires et de baisse des prix des produits de base. La grève a touché l'ensemble de la population et des revendications économiques on est passé à la remise en question de la dictature de Moubarak. De cette lutte allait surgir le Mouvement des jeunes du 6 avril, l'un des moteurs des révoltes de janvier 2011 à travers les réseaux sociaux. Le syndicat gouvernemental, l'ETUF, a été complètement débordé. L'initiative de grèves revient aux comités autonomes d'entreprises et de centre, avec le soutien de syndicalistes indépendants et de divers mouvements sociaux.

Les rébellions ont-elles échoué?

On ne peut nier la réalité : les peuples, du Maroc au Yémen, sont sortis dans la rue, ont exprimé leur la colère et ont entamé un processus de changement avec des résultats différents selon la situation de chaque pays.

En effet, nous n'avons pas assisté à une révolution qui suppose une transformation du système de domination capitaliste qui prévaut actuellement dans le monde entier, mais il y a eu bien entendu des avancées importantes et des reculs, comme dans toute lutte.

Dans tous les pays, la première réponse du pouvoir a été la répression pour, par la suite, diversifier les réponses en fonction de la situation de chaque pays. En Tunisie et

en Égypte on a renversé les dictatures de Ben Ali et de Moubarak, en ouvrant des espaces de liberté, inexistantes auparavant. Au Maroc, en Algérie et en Jordanie on a forcé le pouvoir à engager des réformes (de façade) et à accorder des améliorations salariales et sociales pour freiner la lutte. Dans d'autres pays, le pouvoir a provoqué des guerres ou des invasions militaires étrangères (comme en Libye et Bahreïn). Jetons un regard sommaire pays par pays.

Tunisie

En Tunisie, le premier pays où les révoltes ont commencé, la force de la rébellion a balayé la dictature de Ben Ali et de la famille Trabelsi et même de plusieurs gouvernements provisoires, et a abouti à un cadre de libertés formelles inexistantes auparavant et avec des expériences d'autogestion et d'auto-organisation populaire importantes. Les libertés formelles avec la célébration d'élections ont dévié la lutte dans la rue vers le vote. Les islamistes d'Ennahda ont obtenu une majorité relative et de nombreux partis ont eu une part plus ou moins grande de représentation. Mais le temps passe et les problèmes du peuple demeurent. Les actes criminels des bandes salafistes ont déclenché une grande réponse populaire. Le gouvernement des islamistes d'Ennahda, la troïka, a échoué.

L'affrontement entre islamistes et laïcs se renforce pour détourner la lutte de son objectif authentique: les revendications économiques et sociales qui ont poussé le peuple à faire la révolution, pour la dignité et la justice sociale. L'alliance entre le Front populaire et le parti de Sebsi, représentant l'ancien appareil du [Rassemblement constitutionnel démocratique] de Ben Ali dans la soi-disant Front de salut national contre les islamistes, est un exemple clair de cet objectif d'étouffer l'impulsion révolutionnaire. Malgré tout, la rébellion est toujours vivante dans de nombreuses parties du pays en particulier dans les zones défavorisées de l'intérieur.

L'expérience de la révolution tunisienne est encore ouverte. La Tunisie est le pays de la région où, en raison de sa taille et son nombre d'habitants, son niveau d'alphabétisation et de formation, de la rareté des ressources en matières premières stratégiques, les changements ont davantage de marge et peuvent aller plus loin.

Égypte

En Égypte, pays dont la situation stratégique rend l'intervention externe beaucoup plus grande qu'en Tunisie, le coup d'Etat militaire a réussi à détourner la lutte entre le peuple et le pouvoir entre deux factions de la bourgeoisie égyptienne : celle dirigée par les militaires et celle des Frères musulmans. Le peuple a pu renverser Moubarak, mais l'armée reste au pouvoir et le peuple a continué la lutte. Après les États-Unis ont donné le feu vert aux Frères musulmans qui, après une année de mandat, n'ont pris aucune mesure pour diminuer le poids de la situation économique et sociale de leur peuple et se sont bornés à conquérir des parcelles du pouvoir de l'État. Plus de 500 grèves ouvrières ont eu lieu sous le gouvernement des Frères musulmans, avec une dure répression antisyndicale. Et le soutien populaire aux Frères musulmans est tombé en piqué et même leurs électeurs sont sortis dans les rues le 30 juin 2013 pour leur demander de partir.

C'est ce moment que les militaires ont utilisé pour reprendre le pouvoir (qu'en réalité ils n'avaient jamais perdu), dans le but de freiner l'augmentation continue des luttes ouvrières, provoquer la rupture de la lutte populaire centrée jusqu'alors contre le

pouvoir, pour la détourner vers la confrontation entre les Frères musulmans et le reste de la population, afin de justifier l'intervention militaire .

C'est à nouveau la tenaille entre deux pôles aussi pire l'un que l'autre : l'armée qui contrôle un tiers de la richesse du pays et qui en un an a intenté 14.000 procès militaires contre des grévistes et des manifestants, et les Frères musulmans qui cherchent à imposer leur conservatisme religieux à une société diversifiée.

Libye

En Libye, la militarisation rapide de ce qui a commencé comme un soulèvement populaire le 15 février 2011 brutalement réprimée par le régime, et la guerre déclarée par l'OTAN, ont irrémédiablement marqué l'avenir du pays. Cette intervention militaire a causé la destruction du pays, des concessions pétrolières pour les puissances occidentales et une situation où des milices armées, dont beaucoup sont de nature tribale, imposent leur loi. Dans ce cadre, les secteurs qui cherchent à promouvoir un développement économique autonome, à combattre contre la corruption et la promotion des libertés de base, se trouvent dans une situation terriblement difficile, mais ouverte.

La dernière intervention des États-Unis sur le sol libyen, l'enlèvement d'un chef d'Al- Qaïda, indique clairement la perte totale de souveraineté et de la prédominance des taïfas tribales.

Maroc

L'apparition du M20F au Maroc a été une étape importante dans la lutte du peuple marocain. Le M 20F a réussi à mobiliser dans les rues plus d'un million de personnes dans plus de 100 villes à travers le Maroc. Après de nombreuses années de fortes luttes, mais locales et dispersées, il est apparu un mouvement capable de mobiliser pour des changements réels au-dessus des accords et des intérêts partisans. Mais la monarchie alaouite ne s'est pas limitée à la répression des manifestations. Elle a en même temps répondu par une réforme constitutionnelle promue par le pouvoir pour vendre l'image d'un roi qui écoute son peuple et pour, au passage, diviser davantage l'opposition et se rallier des partis de gauche placés dans les rangs des sujets de sa majesté (comme, par exemple, en mettant à la tête du tout nouveau Conseil national des droits de l'homme un ancien prisonnier politique) . Le message est clair: la démocratie dont on peut jouir au Maroc est celle que la loi permet.

Aujourd'hui le Makzen (2) survit par delà sa façade démocratique grâce à la collaboration de la grande majorité des partis, syndicats, associations, propriétaires terriens, caciques, mouchards, un réseau qui s'étend dans tout le pays pour servir le roi et acclamer l'occupation du Sahara occidental. Et aussi grâce à son alliance étroite avec les États-Unis et l'UE, en particulier la France et l'Espagne, qui considèrent le Maroc un fidèle allié permettant à l'État marocain l'impunité internationale dans la répression et la violation des droits de l'homme, ainsi que son occupation du Sahara Occidental, au mépris des résolutions de l'ONU.

Mais tous ces facteurs mis ensemble ne peuvent faire taire les luttes du peuple qui sont celles qui ont poussé à une réforme constitutionnelle, qui a obligé à annuler pour la première fois dans l'histoire une grâce royale [à un pédophile espagnol], qui ont montré leur rejet par une abstention supérieure à 70 % de la réforme constitutionnelle et des élections. Le M 20F est encore dans la rue. La dernière manifestation multitudinaire contre le chômage, le 6 octobre à Rabat maintient la réponse populaire face au pouvoir.

Sahara occidental

D'autre part, la lutte du peuple sahraoui contre l'occupation est active et entraîne une répression continue de la monarchie alaouite qui ne cesse de causer des morts comme le dernier jeunes tué à Assa Zag. Bien que l'État marocain utilise le sentiment nationaliste pour chercher un consensus sur l'unité territoriale, le coût économique que suppose le maintien de l'occupation et l'allongement du conflit vu la résistance du peuple sahraoui est un problème difficile à résoudre pour la monarchie alaouite.

Algérie

En Algérie, les révoltes n'ont pas eu la profondeur et l'importance de celles d'autres pays, mais elles continuent d'éclater et à tout moment elles peuvent surgir. Le renforcement de l'État policier, associé à des mesures de réforme telles que l'annulation des taxes sur les aliments, les augmentations de salaires et la promesse de la construction de logements sociaux, a réussi à arrêter, pour le moment, des manifestations de rue massives.

Moyen Orient

En **Syrie**, la brutalité de la dictature Assad et l'intervention militaire étrangère, en particulier de l'Arabie saoudite et du Qatar, ont créé une destruction du pays rendant prioritaire la réalisation de la paix, un cessez-le-feu entre tous les combattants (3).

En **Jordanie**, le deuxième jour de la protestation, le roi Abdallah II a diminué de 20 % le prix du pétrole et a augmenté de 20 euros les salaires des fonctionnaires. Mais même ainsi, les mobilisations ont continué dans la rue, entraînant trois changements de gouvernement en un an, des amendements de la constitution, l'emprisonnement pour corruption du maire d'Amman et l'arrestation de l'ancien chef des services secrets

Bahreïn a été envahie par l'armée saoudienne et par la police des émirats, mais dans ce cas, non pas pour soutenir l'insurrection contre la dictature, mais pour l'écraser. La base navale de la V flotte américaine, installé dans le pays, explique que tout le discours occidental sur la Libye ou la Syrie, ne vaut pas pour le Bahreïn. C'est l'impunité une fois de plus pour l'Arabie saoudite, un allié des États-Unis et puissance de la zone dans le capitalisme international.

Au **Yémen**, le conflit s'est soldé par une continuité du régime de Saleh sin Saleh. Nous ne pouvons pas oublier que les révoltes ont touché **Omar , l'Irak , le Koweït** et même l'Arabie saoudite elle-même où des manifestations ont été brutalement réprimées avec 500 arrestations et plusieurs morts.

Les processus sont ouverts, les peuples se souviennent encore de la constatation du potentiel de leur lutte, leurs expériences d'auto-organisation, les dictatures sentent toujours le souffle de la révolution et les différentes puissances mondiales et régionales (États-Unis et UE, monarchies du Golfe, l'Arabie saoudite en tête, Russie et Chine) tentent de prendre une part du gâteau, tout en agissant pour étouffer tout changement révolutionnaire.

Coïncidence étroite entre la pensée autoritaire de droite et de gauche. La géopolitique

Il existe une entente évidente pour minimiser l'importance des soulèvements populaires dans toute la région dans la mesure où elle touche à la fois les

gouvernements étroitement liés aux États-Unis et à l'Union européenne et les gouvernements plus éloignés et avec une rhétorique nationaliste et de " démocratie populaire ".

De nombreuses analyses effectuées dans le secteur autoritaire de la gauche affirment que ces soulèvements ont été impulsés et créés par l'impérialisme, en réponse à un vieux plan de néo colonisation de toute la région et de contrôle de ses ressources. Des agents de la CIA, des ONG infiltrés ont causé ces événements pour placer les islamistes en Tunisie, l'armée en Égypte pour renverser Kadhafi et Al Assad en Syrie et en Libye, tout répond à ce plan diabolique pour dominer le monde appelé arabe.

Le caractère spontané et autonome des luttes est méprisé et nous lisons des marxiste-léninistes déclarés affirmer: "si ces révoltes continuaient à être dirigées par des grévistes spontanés, désorganisés -anarchistes- adolescents blogueurs amateurs, par l'ambassade américaine au Caire, des escadrons de l'armée égyptienne et la police secrète de Moubarak, alors cette immense énergie ouvrière et populaire serait gaspillée en pure perte et en aucun cas ne pourrait conduire à une révolution » (4) . Les anarchistes, les jeunes blogueurs, des agents américains, tous dans le même sac.

Les anti-impérialistes les plus « fervents et radicaux » sont les plus grands propagandistes du pouvoir de l'impérialisme nord-américain, et il ne cesse d'exalter sa puissance immense, capable de manipuler toute mobilisation des masses ignorantes ..., rien ne bouge dans le monde sans son consentement. Peu importe que précisément dans les pays où les révoltes sont allés le plus loin, la Tunisie et l'Égypte, soient des nations déjà étroitement contrôlés par les États-Unis et l'UE, avec des dictateurs amis et qu'ils aient été soutenus jusqu'au dernier moment (rappelez-vous l'offre du gouvernement français de matériel antiémeutes et des conseils à la police de Ben Ali ou des déclarations de Hillary Clinton sur la stabilité du gouvernement de Moubarak). Peu importe l'apparition de mouvements clairement transformateurs : le 20 Février au Maroc. Peu importe la réponse violente et répressive du pouvoir en Libye et la Syrie, qui a servi d'alibi à l'intervention militaire de l'OTAN en Libye et de l'Arabie saoudite et d'autres en Syrie. Pour eux, tout ce qui s'est passé dans la région répond à un plan prémédité, élaboré par les USA pour néo coloniser la région. Les peuples sont des marionnettes, ils, ne comptent pas, ils n'existent pas.

Cette gauche autoritaire méprise ouvertement les soulèvements populaires, pour elle ce sont les différents appareils de pouvoir qui tirent les ficelles. Pour elle, nous oublions la géopolitique: nous ne tenons pas compte de tous les intérêts qui couvent dans la région et la soif de l'impérialisme nord-américain et d'Israël pour néo coloniser la région. Autrement dit, le jeune chômeur tunisien, l'ouvrier égyptien qui sort dans la rue pour lutter pour sa dignité et ses droits, doivent d'abord penser à la géopolitique. La lutte des peuples contre leurs dictateurs doit être arrêtée car ils peuvent faire le jeu du plan de l'impérialisme nord-américain. Comment se dresser contre la dictature des militaires algériens si cela peut être utilisé par les Etats-Unis contre une Algérie non alliée? Nous en arriverons sûrement à lire que si nous dénonçons la corruption et le pouvoir militaire en Algérie, c'est que nous sommes en train de préparer le terrain pour la prochaine intervention militaire nord-américaine en Algérie, que certains annoncent déjà comme la prochaine victime du plan de recolonisation nord- américaine (5). Le comble de l'absurde.

Il est évident que les États-Unis réagissent face à des soulèvements populaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et essaient d'en profiter, pour continuer à maintenir leur rôle de première puissance mondiale et pour augmenter leurs zones d'influence, même si elle est de plus en plus dans une courbe descendante. Les États-Unis, par le biais de l'OTAN, sont intervenus militairement en Libye, en laissant le pays

aux mains du tribalisme, ils sont intervenus en Tunisie pour garantir que les élections soient un frein aux mobilisations populaires. En Égypte, les USA ont d'abord accepté le gouvernement des Frères musulmans pour ensuite appuyer le coup d'état de leur allié l'armée égyptienne. Les USA soutiennent les rebelles syriens et menaçant d'intervenir directement. Ils appuient sans fissures les monarchies du Maroc et de la Jordanie. Ils continuent à être un fidèle allié de l'Arabie saoudite avec laquelle ils ont signé le plus gros contrat de vente d'armes dans l'histoire 67 milliards de dollars, tout en craignant le soutien saoudien au « terrorisme islamique » anti États-Unis et sa prétention à être la première puissance de toute la région. L'Algérie, avec ses ressources pétrolières et gazières importantes, est un autre de leurs objectifs, bien qu'en même temps ils collaborent étroitement dans ce qu'on appelle la lutte contre le terrorisme.

Cela suffit d'utiliser la géopolitique pour mépriser la lutte des peuples. Que les États-Unis soient une puissance qui domine la moitié du monde et prétendent dominer l'autre moitié, c'est déjà bien connu et accepté. Mais il faut dire aussi que d'autres États comme la Russie, la Chine, l'Iran, participent au même système économique que les États-Unis, qui ce sont des pays où le capitalisme prédomine, où l'exploitation sauvage de la population, la violation continue de toute sorte de droits, l'appauvrissement généralisé de la population, la marginalisation et l'exclusion de zones et de secteurs de la population continuent, que ce soit au nom du Parti, de l'islam, de l'armée ou du dictateur de service. Au nom de la géopolitique, on n'arrêtera pas la lutte des peuples contre l'injustice. Le peuple syrien avait parfaitement le droit de se révolter contre la dictature d'Al Assad, contre l'enrichissement de son entourage, contre la corruption, contre l'application de politiques néo libérales. Que la réponse violente et sanglante du dictateur ait favorisé l'intervention de "l'internationalisme" islamiste, avec un soutien décidé de l'Arabie saoudite et du Qatar, et bien sûr des États-Unis, d'Israël et de la France est une chose, mais on ne peut pas nier le soulèvement initial du peuple syrien contre sa dictature.

Cela suffit d'utiliser le double critère de s'opposer à des guerres pour en justifier d'autres. Nous nous opposons guerres impériales, et aussi aux guerres des dictatures contre leurs peuples. Si nous sommes pour la paix, et si nous œuvrons pour un mouvement social fort nettement à la guerre, nous combattons les guerres provoquées par l'impérialisme nord-américain et de ses alliés de l'UE, mais aussi celle la Russie contre les Tchétchènes, celle de la Chine contre Tibet, et surtout et principalement contre l'injustice du système capitaliste qui génère les guerres, qui en est sa source. Cela suffit de disqualifier celui qui ne partage pas la pensée autoritaire, qui réduit toute l'action à la lutte contre l'impérialisme nord-américain et qui manipule en présentant toute critique des dictatures non alliées aux USA comme un appui à l'intervention militaire nord-américaine. L'opposition tant à l'impérialisme américain qu'aux dictatures ne situent pas sur le même plan l'agresseur et l'agressé (6), mais elle se situe clairement dans le camp de la victime, de l'opprimé, qui sont les peuples et contre l'agresseur qui est l'impérialisme et les États nationaux dictatoriaux, entités apparemment ennemies mais qui coïncident en étant des appareils de domination de leurs peuples. L'anti-impérialisme ne doit jamais et ne peut jamais justifier des dictatures qui font partie du même système de domination du monde, en dépit des nombreuses contradictions qui existent entre elles.

Cette pensée autoritaire soutient que l'impérialisme nord-américain est le principal ennemi du peuple et que toute lutte doit se concentrer sur l'ennemi principal. Il y a là une part de vérité. Mais pour le jeune d'Afrique du Nord, comme cela l'était pour nous dans la lutte contre le fascisme, l'ennemi principal est celui qui nous opprime directement, qui nous exploite, qui nous plonge dans le chômage et la pauvreté. Ce sont

ces dictateurs, qu'ils s'appellent Ben Ali ou Bouteflika, qu'ils s'appellent Moubarak ou Al Assad, qu'ils soient soutenus par les Etats-Unis ou par une autre puissance rivale, ce sont ces principaux ennemis, contre lesquels on lutte pour changer le pays. On voit bien que ces impérialistes vivent en Occident et qu'ils n'ont pas subi les prisons syriennes, algériennes ou libyennes.

Dans le fond, si la pensée léniniste minimise ces luttes c'est parce qu'elle ne les dirige pas, ne les contrôle pas. Comme il n'existe pas de parti révolutionnaire, ces luttes ne peuvent pas être révolutionnaires. Les léninistes pensent que le parti dirigeant, l'avant-garde consciente de la classe ouvrière manquent. Sans un parti révolutionnaire pour diriger les masses, on ne peut rien faire. Ce serait un désastre pour ces peuples, s'ils doivent attendre pour se soulever qu'il existe ce parti révolutionnaire. Ils attendraient éternellement. La réalité montre l'augmentation de la perte de prestige des partis politiques, soit qu'ils aient collaboré avec leurs dictatures, ce soit qu'ils se livrent au jeu électoral pour des parcelles de pouvoir dans la nouvelle situation (7).

Mais on aura beau faire bien des manipulations et des interprétations, les faits sont là : la plupart des peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient se sont soulevés contre leurs régimes. Dans certains d'entre eux ils ont réussi à faire tomber des dictateurs, dans d'autres ils ont obtenu de petites réformes, ailleurs la guerre et l'intervention étrangère ont empêché, jusqu'à présent, les avancées de la rébellion.

L'arabo-islamisme, idéologie du pouvoir dans la zone. L'héritage colonial

Nous lisons dans un communiqué de la localité d'Alcala La Guadaira (province de Séville) sur la Syrie leur solidarité avec la « cause arabe ». Mais savez-vous de quoi vous parlez ? Qu'est ce que la cause arabe ? Nous entendons toujours parler du monde arabe en Occident, du printemps arabe. On ne remet pas en question le pourquoi d'une dénomination ethnique d'une zone qui a été liée, ces derniers siècles, la plupart du temps à l'empire ottoman et plus tard au colonialisme européen

Le terme « monde arabe » répond aux intérêts de l'Occident et de l'idéologie arabo-islamiste dominante, l'idéologie du pouvoir dans la région, avec ses diverses variantes. Cette désignation rend invisible et ignore les peuples autochtones de la région, en particulier le peuple amazigh (8), majoritaire au Maroc, la moitié de la population en Algérie, avec des minorités en Libye et en Égypte. Même la population de la Tunisie -où seulement 2 % de la population maintient le tamazight (9)- est le plus souvent d'origine amazighe. Nous ne pouvons pas non plus oublier les autres minorités importantes telles que les Coptes, les Druzes, les Kurdes, les Araméens ... pour le Moyen-Orient. Même s'il est certain que la langue arabe est un véhicule de communication commun à toute la zone, la langue orale et populaire est très diversifiée et incompréhensible d'un extrême à l'autre, et il existe en réalité différentes langues. C'est la langue écrite et le lien de l'arabe avec l'Islam qui maintiennent l'unité linguistique. Cette imposition d'une langue arabe qui n'est pas parlée dans la rue et qui devient un élément de domination des élites. Mais la réalité est que l'agriculteur amazigh de l'Atlas marocain et un Palestinien de Gaza n'ont en commun que d'être des personnes et d'avoir comme religion l'Islam. Pourquoi alors parler de la cause arabe, de monde arabe ?

À notre avis, cela est dû au fait que l'idéologie arabo-islamiste a soutenu les nouvelles élites dirigeantes, successeurs des élites européennes. L'idéologie arabo-islamiste sous ses diverses formes, est l'idéologie du pouvoir dans chaque État de la région, héritiers du colonialisme européen. C'est le nationalisme arabe et l'islam politique, en utilisant et en donnant une continuité aux structures étatiques de

domination coloniale, qui ont été l'instrument des classes oppressives dans toute la région. Dans cette idéologie commune, on trouve différentes variétés.

La variété de l'arabo- Islam la plus dangereuse et agressive, et en expansion, est représentée par **l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe**. Fondée sur le pouvoir économique des pétrodollars, sur l'impunité qui donne son alliance avec les USA et l'UE elle étend son pouvoir et son influence dans toute la région : la Libye, la Tunisie, l'Égypte, et cherche à le faire en Syrie. En s'arrogeant la représentation de l'Islam, en tant que gardien des lieux saints, elle impose la charia comme seule source de législation et elle export le wahhabisme qui ne considère pas seulement les non-musulmans comme des ennemis de l'islam, mais aussi d'autres musulmans qui ne partagent pas son courant, comme les cas des chiites. Protégé par les pétrodollars et la force militaire des États-Unis, elle maintient un État théocratique despotique dans lequel la famille Saoud donne son nom au pays qu'elle gouverne comme un fief avec un pouvoir absolu incontestable. Une monarchie absolue médiévale, jamais sanctionnée ou dénoncée par les instances internationales, bien qu'elle viole ouvertement les droits humains, en particulier des femmes, en ayant une police étatique religieuse (la Mutawaa) (10), en envahissant des pays comme le Bahreïn, et en intervenant dans d'autres et en alimentant ouvertement le terrorisme dans le monde entier. Sa conception totalitaire de l'islam proclame que la loi islamique doit dominer toute la société et la totalité de la vie des individus. Bien sûr, une loi islamique interprétée au profit du pouvoir saoudien, en manipulant le Coran qui en réalité rejette les monarchies et le pouvoir héréditaire et qui à aucun moment ne prêche un système particulier de gouvernement (11).

Une autre variété de pouvoir, avec une alliance étroite avec les USA et les puissances colonisatrices européennes, concerne les monarchies du Maroc et de la Jordanie. L'État marocain présente des caractéristiques particulières qui lui ont permis de survivre aux révoltes populaires qui ont secoué l'Afrique du Nord en 2011 et qui au **Maroc** se sont exprimées au sein du Mouvement 20 février.

Avant le protectorat français et espagnol, le sultan ne contrôlait qu'une partie de ce qui est aujourd'hui le Maroc (environ un tiers ; non seulement il ne contrôlait pas le Sahara occidental, mais pas non plus le Rif, l'Atlas et une grande partie du Maroc actuel). Le Maroc a pu survivre grâce à son alliance en même temps avec le mouvement de libération nationale et avec le colonialisme français, bien qu'ils aient été apparemment des ennemis irréconciliables. Une manœuvre magistrale qui a permis la fusion des relations féodales de domination avec l'appareil étatique créé par le colonialisme. La monarchie alaouite s'appuie d'un côté sur l'État moderne centralisé, qui suit le modèle français, avec sa police, son armée, son administration et toutes ses institutions, et de l'autre la survivance du sultanat, de relations à caractère féodal basées sur des liens de vassalité qui pénètrent dans toute la société à travers un vaste réseau de "féodaux", de "roitelets" qui permet la soumission des sujets à sa majesté. C'est ce qu'on appelle le Makzen (Voir la note 2)

Dans ces cas, l'utilisation de l'Islam est la clé du système de domination, pour l'État. Mais nous avons aussi la **variété du nationalisme arabe, du panarabisme** qui surgit des mouvements de libération nationale et qui, dans une première phase, est développé par la lutte contre le colonialisme. Nasser en Égypte et Kadhafi en Libye, des militaires qui renversent les monarchies marionnettes de l'impérialisme, Bourguiba en Tunisie, le FLN en Algérie, mobilisent leurs peuples dans la lutte pour la libération, pour la cause arabe.

Mais les mouvements de libération nationale qui, sur le papier, combattaient contre le colonialisme et pour l'indépendance, ont construit en utilisant la cause arabe comme bannière, des États nationaux, plus ou moins indépendants, qui ne sont que des

appareils du pouvoir et de l'oppression sur leurs peuples, en poursuivant et en continuant le modèle colonial contre lequel théoriquement ils se sont battus, même avec l'étiquette de la libération nationale, de la démocratie populaire. Prenons le cas de l'Algérie et de son " glorieux " Front de libération nationale. Des partis uniques, corrompus, qui ont remplacé la domination coloniale par une élite despotique « nationale » au pouvoir et qui ont eu et ont le soutien des marxistes autoritaires (12). Qui plus est, surtout à partir de l'effondrement du bloc soviétique, qui ont renforcé des liens avec l'impérialisme, en acceptant la politique économique des organismes internationaux du capitalisme (FMI, BM, OMC ...), en appliquant de mesures néolibérales en permettant l'exploitation de leurs ressources par des multinationales (la Libye de Kadhafi et l'Algérie du FLN étaient déjà dans cette dynamique).

En utilisant le nationalisme comme instrument de domination, ces groupes ont construit un pouvoir despotique, corrompu, militarisé, avec un important secteur public qui n'amène la richesse qu'au pouvoir et la misère au peuple. L'exemple de la Sonatrach (13) algérienne est significatif. L'entreprise « nationale » du pétrole et du gaz algériens est étroitement liée à des multinationales avec lesquelles elle exploite ces ressources, et elle est entièrement intégrée dans le marché capitaliste international et génère d'immenses profits qui vont dans les mains des multinationales et des généraux et des politiciens corrompus. Autour de la Sonatrach, on a des populations appauvries, des jeunes au chômage, des sous-traitants qui surexploitent les travailleurs. C'est la richesse pour quelques-uns et la misère pour la majorité.

On est en face du dévoilement du mythe de la cause arabe: **le mythe des nationalisations** pour que les richesses des pays leur appartiennent quand en réalité elle entraîne un renforcement de l'État, de la corruption et de l'accumulation de la richesse collective dans les mains d'une minorité, certes nationale. Un exemple, la révolte de Gafsa en Tunisie visait une entreprise publique, c'est à dire, étatique, appartenant à l'élite qui contrôle l'État. Dans ces pays, les entreprises publiques « nationales » sont un nid de corruption, de piston, et de clientélisme, et la richesse générée est utilisée pour augmenter la puissance et l'enrichissement des gouvernants. Une toute autre situation serait la collectivisation, l'appropriation de ces richesses par leurs travailleurs et par les populations qui les produisent. C'est une question de classe, non pas de nation.

Un autre mythe du nationalisme arabe est la Palestine. Pour toute la gauche arabe, la solidarité avec le peuple palestinien est une cause nationale et le sionisme son ennemi public numéro 1. En réalité on cherche à camoufler que l'ennemi public numéro 1 c'est le capitalisme international, peu importe qu'il soit arabe, juif ou européen et que la solidarité avec la Palestine ne doit pas se baser ni sur le fait qu'elle soit arabe ni sur le fait qu'elle soit musulmane, mais sur le fait que c'est un peuple opprimé qui mérite la solidarité de tous les peuples du monde. On utilise la Palestine pour renforcer cette cause arabe vide qui est un instrument des classes dominantes. La véritable cause commune est celle des travailleurs et des opprimés, au-delà des ethnies, des religions et des frontières.

Le mouvement syndical en Afrique du Nord

L'émergence du mouvement syndical et la création des premiers syndicats en Afrique du Nord sont liées au colonialisme et à la lutte de libération nationale. Les premiers syndicats ont été créés comme des sections des syndicats de la métropole pour se séparer progressivement et rejoindre la lutte pour la libération nationale. C'est un trait important à prendre en compte: le mouvement syndical se développe dans le cadre du mouvement de libération nationale et il est donc soumis et dirigé par le nationalisme,

non pas comme un mouvement distinct et autonome de la classe ouvrière. Le résultat de cette relation syndicale est son lien avec les nouveaux États nationaux, sa transformation en appareils institutionnels dépendants des nouveaux maîtres. L'ETUF en Égypte, l'UGTT en Tunisie, l'UGTA en Algérie et l'UMT au Maroc sont intimement liés aux nouveaux pouvoirs de leurs pays respectifs. Sauf au Maroc où la division du mouvement de libération nationale et des manœuvres de Hassan II, ont créé un pluralisme syndical, d'abord avec la création de la CDT et plus tard avec la création de nombreux syndicats (UGTM , UNMT , FDT , ODT ...) généralement impulsés et créés par des partis politiques, dans tous les autres pays c'est le syndicat unique qui prédomine, en dépendant du pouvoir, même avec des courants critiques en leur sein et parfois des tensions sur le pouvoir.

L'UGTT a été le syndicat qui a joué un rôle important dans les changements qui ont eu lieu en Tunisie. Créé en 1945, il a été à la fois un pilier du pouvoir, jusqu'à sa fin, et un soutien de la révolte populaire contre Ben Ali. Ce paradoxe a été une constante tout au long de l'histoire de l'UGTT, avec des périodes de contrôle complet et de soumission au pouvoir, et des périodes de confrontation avec l'État et de refuge de toute l'opposition. Alors que la direction de l'UGTT demandait de voter pour Ben Ali en 2010, elle n'appuyait pas ses propres compagnons emprisonnés à cause de la révolte de Gafsa et elle se refusait à appeler à une grève générale pour en finir avec Ben Ali, de nombreuses unions régionales et locales de l'UGTT faisaient appel à des grèves, laissant leurs locaux pour organiser la lutte et elles participaient à des comités de défense de la révolution.

Au congrès de décembre 2011, 75 % de son comité exécutif a été renouvelé, avec une plus grande présence de la gauche et des unions locales et régionales les plus combattives. Mais c'est encore un appareil bureaucraté, avec de nombreuses parcelles de pouvoir et des foyers de corruption en particulier dans les entreprises étatiques. Mais aujourd'hui, l'UGTT maintient en son sein dans tout le mouvement syndical combatif et même les libertaires et les antiautoritaires militent dans ses rangs.

En Égypte, la Fédération égyptienne des syndicats (ETUF) était un appendice du parti au pouvoir de Moubarak et sa fonction était de contrôler les travailleurs. Déjà, dans les dernières années de la dictature, les luttes ouvrières se faisaient en marge du syndicat, en créant des comités autonomes de délégués élus par les travailleurs qui coordonnaient les grèves. Ce sont des initiatives autonomes qui créent des syndicats indépendants et ce sont les comités de travailleurs dans les entreprises qui impulsent les nombreuses grèves qui ont joué un rôle clé dans la chute de Moubarak et qui ont continué jusqu'à ce jour.

Tant pendant le processus de transition post- Moubarak contrôlée par les militaires que durant le gouvernement de Morsi, le processus de grèves et d'auto-organisation ouvrières a continué. L'EFITU (Fédération égyptienne des syndicats indépendants) a été créée, et aussi le Congrès démocratique des travailleurs égyptiens, le Centre de service aux syndicats et aux travailleurs (CTUWS) continue à travailler en fonctionnant comme un centre de conseils pour les syndicats indépendants et, surtout, ce qui est fondamental c'est la création d'une multitude de syndicats d'entreprise ou de comités de travailleurs élus par leurs compagnons, qui affrontent une répression militaire brutale.

Il faut aussi tenir compte que depuis que l'ETUF, le syndicalisme du pouvoir, est pratiquement désarticulé, le pouvoir cherche des alliés dans le syndicalisme indépendant comme nous le montre la nomination dans le nouveau gouvernement du général Al Sissi de Kamal Abu Aita, fondateur de l'EFITU, comme ministre du Travail et de son appel à

cesser les grèves et à augmenter la production, sous le prétexte de ne pas servir la stratégie des Frères musulmans.

C'est **en Algérie** où le syndicalisme autonome mène l'opposition à la dictature militaire et conserve une indépendance complète vis-à-vis du pouvoir et des partis. C'est fondamentalement, le SNAPAP, le syndicat de la fonction publique, créé en 1990, qui est à la tête du mouvement du syndicalisme autonome algérien (14) et qui est en train d'impulser la création d'une confédération autonome, avec la création de syndicats dans les Postes, la banque, le secteur pétrolier ... Il existe également dans l'enseignement de nombreux syndicats autonomes (SESSE, CLA, CNAPEST ...). Le SNAPAP impulse aussi l'organisation des travailleurs en contrat de pré-emploi, et aussi des chômeurs (Coordination de la défense des droits des chômeurs). Le syndicalisme autonome avance, malgré les énormes difficultés, alors que le syndicalisme corrompu du syndicat du pouvoir l'UGTA assume de plus en plus ouvertement son rôle de collaborateur du système, comme le montre sa participation à la création de la Coordination des patrons algériens.

Pour la dictature militaire, le syndicalisme autonome est son ennemi numéro un. Par conséquent, la répression continue : licenciements de syndicalistes, interdiction des grèves, harcèlement des militants et de leurs locaux, pas de légalisation de nouveaux syndicats autonomes, menaces de mort ... et le tout accompagné par le sale boulot d'introduire des agents secrets dans les syndicats, acheter des syndicalistes, réaliser des opérations de "clonage", c'est à dire créer des doublons des syndicats autonomes pour créer la confusion, de promouvoir des affrontements entre les syndicats, toute une série d'opérations, qui sont la spécialité des services secrets militaires algériens (15).

Le Maroc est un cas différent. Le Makzen a parié sur la pluralité syndicale, en contrôlant les syndicats au moyen des bureaucraties syndicales et des partis politiques. Le roi ayant le pouvoir réel et laissant un peu de marge de manœuvre au gouvernement en place, les syndicats oscillent entre les positions les plus combatives ou plus de collaboration avec ceux qui gouvernent. La plupart des partis qui collaborent avec la monarchie ont leur propre syndicat. Même les islamistes du PJD ont leur syndicat l'UNMT. C'est le seul pays d'Afrique du Nord où les islamistes ont leur propre centrale syndicale.

Le fait le plus significatif de l'année dernière, c'est l'affrontement dans l'UMT, le syndicat majoritaire dans le secteur privé et le syndicat le plus ancien, entre le courant bureaucratique et le courant démocratique. Suite à l'expulsion de syndicalistes combattifs de la direction de l'UMT et la fermeture du local de l'UMT à Rabat par la direction bureaucratique et corrompue, des fédérations sectorielles du syndicalisme démocratique et de lutte dans l'éducation (FNE) se sont créées, chez les fonctionnaires (USF), dans les collectivités locales (FNOFCL) qui avec la Fédération nationale du secteur agricole (FNSA, qui est toujours dans l'UMT), représentent le développement d'un syndicalisme démocratique et combatif au Maroc.

En Libye il n'existe aucune tradition syndicale. Pendant le régime de Kadhafi un syndicalisme vertical fonctionnait, semblable au modèle franquiste où l'adhésion était obligatoire au syndicat unique (la Fédération syndicale générale des travailleurs) et dans toutes les réunions syndicales il devait y avoir un représentant de la direction générale du travail car la fonction du syndicat était de réaliser les objectifs du régime. Au Yémen, en Jordanie, au Bahreïn, en Mauritanie, les syndicats ont participé aux protestations et aux revendications populaires. .. En Arabie saoudite, au Qatar et dans les Émirats arabes unis, les syndicats sont interdits et n'existent pas.

L'option libertaire

Les idées anarchistes et libertaires sont à peine connues en Afrique du Nord. Cependant, la pratique libertaire a imprégné les révoltes qui ont secoué la zone. Des expériences d'horizontalité, d'autogestion et d'auto-organisation, de prise de décision en assemblées, de rejet de dirigisme et des partis ont été mises en œuvre. Le rôle des réseaux sociaux, de l'art, de la musique, comme des pratiques individuelles qui deviennent des idées collectives et partagées, ont suscité de nouvelles formes de résistance et de créativité surgies d'en bas.

Les partis traditionnels d'opposition ont été dépassés par cette dynamique. D'autre part, ces organisations qui ont directement participé à la lutte populaire, ont perdu leur crédibilité dans la mesure où elles sont entrées dans le jeu électoral, par exemple, en Tunisie. La vieille idée d'un parti révolutionnaire, qui détient la vérité scientifique et est l'unique représentant de la classe ouvrière révolutionnaire a de moins en moins de soutien. La dynamique de construction collective, horizontale, anti-autoritaire, qui se renforce et génère de nouvelles formes de lutte et de coordination des actions qui visent à briser les vieilles formes de réflexion, de mobilisation et de réunion. Les nouvelles technologies transforment les modes de débat et de communication. L'hégémonie d'un groupe est rejetée et on consolide la diversité et la convergence dans la pratique. Des expériences telles que le Festival de la Résistance et des Alternatives ou les maisons de production de cinéma indépendant comme Guerrilla Cinéma (au Maroc) sont développés. Ce sont des vents bénéfiques pour l'expansion de la pratique des idées libertaires dans la région

Mais ces idées ne surgissent pas de nulle part. Avant l'avènement du colonialisme, de nombreuses communautés vivaient en marge du capitalisme et de l'État, avec un fonctionnement autonome et autogéré. Ce fonctionnement nous le trouvons notamment dans les régions amazighes. Mais le mouvement amazigh organisé, dans la mesure où le caractère ethnique et anti arabe prédomine, est incapable d'offrir une alternative véritable à l'ensemble de la population. C'est seulement s'ils se détachent de son caractère ethnique, qu'il pourra défendre ses valeurs et sa culture comme une composante essentielle d'une société juste et égalitaire pour tous que ceux qui y vivent, quelque ce soit l'ethnie.

La création des États nationaux a renforcé l'exploitation capitaliste initiée par la colonisation. Au lieu de suivre la ligne tracée par le capitalisme occidental des États nationaux, sur la base des frontières artificielles établies par les colonisateurs, les peuples d'Afrique du Nord devraient chercher dans leur propre réalité, dans le meilleur de leurs traditions tribales, dont Kropotkine parlait déjà (15), dans la propriété commune de la terre, dans le fonctionnement assembléiste traditionnel, l'autonomie et l'autogestion de leurs collectivités, le renforcement de la communauté des frontières étatiques imposées, sur le fédéralisme entre les tribus, sur leur propre organisation traditionnelle. L'exemple du Chiapas zapatiste marque une voie dans cette direction.

Des concepts tels que le fédéralisme, la confédération, l'assembléisme, le collectivisme ont une tradition réelle et pratique et sont des concepts beaucoup plus près de la population que le parlement, les partis et les institutions qui sont exportés à partir de l'Europe.

Les peuples d'Afrique du Nord devraient suivre leur propre chemin, renoncer à l'objectif de la démocratie bourgeoise qui masque un système d'exploitation, défendre la propriété collective de la terre qui est l'origine de la vie, rejeter le nationalisme qui impose des frontières, y compris le projet faux et oppressif de la nation et de la cause arabe, et soutenir le développement de la fédération des communautés autonomes et

naturelles, où la propriété des moyens de production est collective et où les décisions sont prises par les assemblées de chaque village ou de chaque quartier. Des réalités qui ont été pratiquées et sont pratiquées, et qui sont vivantes dans la mémoire des peuples d'Afrique du Nord. [traduction Frank Mintz]

NOTES

(1) Le salaire moyen était d'un peu plus de 100 euros en Égypte, était inférieure à 150 en Syrie et était en dessous de 300 en Tunisie, en Algérie et au Maroc (travailleurs Nouvelles Juillet 2011)

(2) Makzen, cet hybride entre l'État moderne centralisé créé par le colonialisme et le sultanat basé sur la théocratie et la vassalité. C'est un pouvoir absolu, avec un roi au dessus de toute loi ou la constitution. Mohamed VI est le prince des croyants et son pouvoir ne peut être remis en question.

(3) Voir le communiqué de la R.A.N.A. contra l'intervention militaire étatsunienne et de ses alliés en Syrie: "La solution à la guerre n'est pas davantage de guerre" <https://redantimilitarista.wordpress.com/2013/09/09/no-a-la-intervencion-militar-de-eeuu-y-sus-aliados-en-siria/>

(4) Robert Bibau: "Après le coup d'état militaire en Égypte" <http://www.legrandsoir.info/apres-le-coup-d-etat-militaire-en-egypte.html>

« Si ces révoltes continuaient d'être dirigées par des grévistes spontanéistes, désorganisés – des anarchistes – des adolescents blogueurs amateurs, par l'ambassade américaine au Caire, par des escadrons de l'armée égyptienne et de la police secrète de Moubarak, alors cette immense énergie ouvrière et populaire allait être gaspillée en pure perte et ne mènerait nullement à une révolution quelconque »

(5) « Recolonisation : après la Syrie, l'Algérie ? » de M. Collon

<http://www.michelcollon.info/Michel-Collon-a-Algeriepatriotique.html?lang=fr>

(6) Ángeles Diez Rodríguez, conférence faite à Ateneo de Madrid el 9-09-13: "Ni con EEUU ni con B. Al Assad... Se trata de una falsa simetría que coloca en el mismo plano al agresor y al agredido [Ni avec les Etats-Unis, ni avec B. Al Assad ... il s'agit d'une fausse symétrie plaçant sur le même plan l'agresseur et l'agressé"]"

(7) Un exemple concret de cet opportunisme politique est représenté par le changement de nom du PCOT (Parti communiste ouvrier tunisien) en PTT (Parti des travailleurs tunisiens). Il faut avoir des voix aux élections.

(8) Amazigh. (Le pluriel Imazighen et singulier Amazigh) sont les peuples autochtones d'Afrique du Nord. Ils sont répartis de l'Atlantique à l'oasis de Siwa, en Égypte, et de la Méditerranée au fleuve Niger. Le mot Amazigh signifie « peuple libre ». Les colons ont utilisé le nom de Berbères, qui est le plus connu et utilisé en Occident.

(9) Tamazigh Le terme tamazight regroupe toutes les variantes de la langue amazigh, en excluant le tamasheq des touareg, l'oriental de Siwa (Égypte) et le Zenaga de Mauritanie. Il y a environ 19 millions de locuteurs, mais c'est une estimation approximative : car il n'y a pas de chiffres officiels.

(10) La mutawaa " instance de la promotion de la vertu et de la prévention du vice " police religieuse créée en 1940 en Arabie Saoudite. Une de ses actions les plus spectaculaires s'est passée le 11 Mars 2002, à la suite d'un incendie dans une école de filles à la Mecque. La police religieuse a empêché les filles de sortir de l'école parce que leur aspect n'était pas strictement approprié au code islamique. 14 filles sont mortes dans l'incendie.

(11) Abderraziq, Ali: "L'Islam et les fondements du pouvoir" Paris. La Découverte.1994.

(12) Rapport de la commission nationale et coloniale au 2ème congrès de l'Internationale communiste. Lénine : « 1 La nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays. »

(13) Voir HOCINE MALTI « La Sonatrach, un État dans l'État? » Juillet 2013
<http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=7770>

Quelques informations de la presse sur la corruption à la Sonatrach:

<http://www.expansion.com/2013/02/24/empresas/energia/1361732810.html>

http://internacional.elpais.com/internacional/2013/03/31/actualidad/1364738162_133593.html

http://www.elconfidencial.com/ultima-hora-en-vivo/2013-08-13/el-caso-sonatrach-da-un-vuelco-con-la-imputacion-de-un-exministro-argelino_16498/

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130906174954/>

<http://www.algerie360.com/algerie/nation/affaire-de-corruption-sonatrach-saipem-eni-chakib-khelil-a-t-il-ete-entendu-par-la-justice/>

(14) Rapport de CISA 2013 sur la situation syndicale en Algérie <http://cisa-algerie.com> et / <http://www.cgtandalucia.org/Informe-de-CISA-sobre-la-situacion,4622>

Rapport de HRW sur la répression des syndicats autonomes en Algérie

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/10/06/algerie-les-syndicats-independants-victimes-de-repression>

(15) *L'Entraide* [1902], Pierre Kropotkine, Paris, Tops-Trinquier, 2002, chapitre V, pp. 154-158

[“El Apoyo mutuo” de P. Kropotkin. Pág. 156-159; Editorial Madre Tierra; 3ª edición; 1989. P. 156-159.]